Zeitschrift: Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger
Herausgeber: Organisation des Suisses de l'étranger
Band: 16 (1989)
Heft: 4

Artikel: Pas de traitement de faveur pour la Suisse
Autor: Engert, Jürgen
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-912249

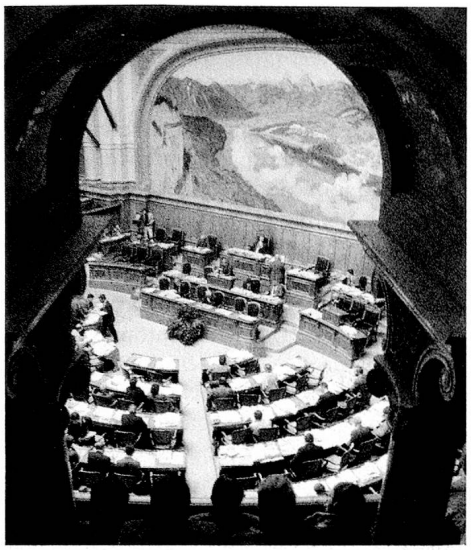
Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 02.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch



La politique intérieure suisse: parfois un peu ennuyeuse aux yeux d'un Hongrois; rarement encline, en revanche, à choisir des solutions extrêmes. (Salle du Conseil national. Photo: Keystone)

contacts très étroits dans le domaine économique, ce qui est particulièrement intéressant dans l'optique hongroise: on peut, pour des raisons politiques, rejeter l'adhésion à la CE, sans empêcher pour autant une collaboration sur le plan économique. Cela n'est cependant possible que lorsqu'il s'agit d'une puissance économique telle que la Suisse. Mais même si elle ne se fait que dans une mesure restreinte et compte tenu de la situation de la Hongrie, la transposition des qualités suisses peut aider la Hongrie dans ses efforts visant à devenir un pays véritablement européen, dans l'esprit de traditions démocratiques et chrétiennes séculaires.

József Martin, Budapest

Sources

- Lionel Richard. «La Suisse – vue de Paris». Annuaire 1987 de la NSH: La Suisse et le monde. Edité par Jürg Altwegg. Editions Sauerländer, Aarau.
- Gideon Rosa. «Impressions d'un pays riche».
Tages-Anzeiger du 30 juillet 1988 (traduction du texte brésilien en allemand pour le «Tages-Anzeiger»: Marc D. Herzka)
- József Martin. «La Suisse vue par un Hongrois».
- Jürgen Engert. «Pas de traitement de faveur pour la Suisse».
Politik und Wirtschaft, Nr. 9/1989.
- Peter M. Lingens. «Pas de sagesse, mais de la petitesse».
Politik und Wirtschaft, Nr. 9/1989.
Neue Zürcher Zeitung» du 20 juillet 1989.

Certains articles on dû être légèrement abrégés; une partie des titres sont de la rédaction de la Revue Suisse.

Nous remercions très sincèrement les auteurs et les éditeurs pour le droit de reproduction.

Pas de sagesse, mais de la petitesse

En renonçant à devenir membre de la CE, la Suisse galvaude la possibilité qu'elle aurait eue de participer à la construction de l'Europe de demain. Cela peut être dommageable pour elle, car la Suisse, même si elle était simplement associée à la CE, ne pourrait pas échapper aux effets de la politique européenne. Mais il est surtout dommage pour l'Europe que la Suisse se tienne à l'écart, parce que ses principes républicains, son libéralisme et son pluralisme linguistique et religieux pourraient servir de modèle à la Communauté. La Suisse se trouve, tout comme l'Autriche, au cœur de ce continent; elle était prédestinée à devenir le centre de cette nouvelle Europe, au lieu de figurer comme tache blanche sur la carte.

Mais comme les Suédois et les Autrichiens, les Suisses considèrent apparemment que leur neutralité est un bien irremplaçable, auquel ils sacrifient l'unité européenne. Personnellement, je ne partage pas cette vision des choses. Vouloir par principe se tenir à l'écart de tout conflit est à mes yeux un signe de petitesse et non de sagesse. Et le seul argument invoqué pour justifier cette attitude mesquine – le fait d'être ainsi épargné par des conflits armés – n'est pas pertinent: comme on le sait, la Belgique neutre a été envahie sans problème par les troupes hitlériennes. Si la Suisse a été épargnée, elle le doit uniquement – cela ressort des procès-verbaux du haut commandement allemand – à sa puissance militaire et nullement à sa neutralité.

L'Europe unie de demain, c'est beaucoup plus que la somme des avantages qu'elle peut offrir sur le plan économique et sur celui de la sécurité: c'est la vision d'une Europe d'où le nationalisme serait définitivement banni (d'un avenir où l'on sera fier d'être Européen, que l'on soit d'origine suisse, allemande ou française), la vision d'une unité culturelle née de la diversité, la vision de la liberté intellectuelle et physique, la vision d'une renaissance de «l'Occident» en tant que puissance mondiale autant sur les plans économique et militaire que sur ceux de la culture et de la société.

Il me semble qu'on devrait, même et surtout en Suisse, sacrifier le cantonalisme qui a cours dans ce pays au rêve d'une Europe unie, qui est aussi vaste que l'art baroque et que l'esprit du siècle des Lumières.

Peter M. Lingens, Vienne

Pas de traitement de faveur pour la Suisse

Je ne suis pas Suisse, je suis Allemand. Et comme tel, je dirai, en modifiant un peu une phrase de Karl Kraus: «L'histoire n'est plus non plus ce qu'elle était.» En d'autres termes, celui qui la considère comme une valeur immuable et qui méconnaît que son propre est d'évoluer, ne pourra pas comprendre l'événement historique que constitue la création en Europe d'un marché intérieur commun, avec toutes les conséquences politiques que cela comporte. Une dynamique s'est mise en marche, entraînée par une idée très ancienne, sans cesse renouvelée, et qui est devenue aujourd'hui un grand dessein. Comme petit pays, la Suisse sera beaucoup trop touchée pour pouvoir prétendre jouer un rôle spécial.

Placée devant le dilemme: devenir membre à part entière de la CE ou s'isoler de celle-ci, elle essaie de faire de nécessité vertu. Elle aimerait maintenir sa «capacité d'intégration dans l'Europe». Cela ressemble un peu à un certificat d'aptitude à la procréation. Je pourrais, si je voulais, mais je ne veux pas. Ou pas encore. Et pourtant les objectifs politiques et économiques de la Suisse et de la CE sont quasiment les mêmes.

Les Suisses seront-ils un jour des Européens de deuxième catégorie? N'auront-ils plus besoin de se préoccuper de la «surpopulation étrangère» parce que, de toute façon, plus personne ne cherchera à obtenir leur passeport? Comme je suis Allemand et non pas Suisse, je souhaiterais que le design suisse de la démocratie marque l'aménagement intérieur de la maison européenne.

Chers Suisses, faites un bon usage de vos moyens. Ne comptez pas sur un traitement de faveur. Mais ma prière sera sans doute vaine. Chez nous, il y a même beaucoup de personnes qui souhaiteraient que l'Allemagne retrouve ses frontières de 1937. Hisser le drapeau européen au Saint-Gothard? Le Liechtenstein aussi, c'est bien beau. Sans doute. Seulement, cela ne répond pas aux besoins de la Suisse.

Jürgen Engert, Berlin-Ouest